

Bref rapport sur l'Assemblée Générale de l'ICSU

Auckland (NZ) Août-Septembre 2014

Par Marie-Lise Chanin

La vision 2025

Suivant les conseils du Comité chargé de la récente revue de son fonctionnement, l'ambition de l'ICSU pour les prochaines dix années peut être résumée ainsi:

- Créer et soutenir les programmes interdisciplinaires majeurs pour répondre au problème du développement durable et fournir à la société les réponses pour remplir cet objectif.
- Développer dans ce but une approche pionnière de « co-design » de « co-produced solution-oriented science »
- Mobiliser dans ce but les partenaires représentatifs des différentes cultures, sociétés, générations et localisations. (Une meilleure représentation des jeunes et des femmes fait partie intégrante de cette recommandation)
- Améliorer sa visibilité en définissant une nouvelle stratégie de communication qui pourrait inclure l'organisation de conférences, la publication de rapports de grande diffusion et la préparation de déclarations de haut niveau.

Relation avec les autres Académies

L'ICSU souhaite développer une stratégie pour travailler de façon plus proche avec :

- « The InterAcademy Partnership » qui recouvre IAC, IAP et IAMP
- Le Global Research Council (GRC)
- The World Academy of Science TWAS
- Les Sciences sociales, les Sciences de l'Ingénieur et de la Santé

Chacun apportera ses compétences propres dans le domaine de l'éducation (IAP), de la rédaction de rapports (IAC), de la conduite de programmes de recherche (ICSU), du « capacity building » (TWAS)... Le représentant de l'UNESCO a tout particulièrement souligné la qualité des collaborations avec l'ICSU. : « The regional offices are good contacts points ». La collaboration triangulaire ICSU-UNESCO-ISSC est un enjeu important pour le futur.

L'objectif est que l'ensemble de la communauté scientifique puisse parler d'une seule voix, aux gouvernements, aux agences internationales, aux donateurs...

Relation élargie avec la société

Plusieurs objectifs vont dans ce sens, notamment :

- Renforcer l'engagement avec les pays moins développés, notamment grâce aux Bureaux régionaux.

- Préparer la nouvelle génération en intégrant dans les actions de l'ICSU des jeunes scientifiques dans ses différents comités, en leur offrant des opportunités pour s'engager dans les actions d'intérêt pour la société et en proposant des Académies de Jeunes Scientifiques (comme c'est déjà le cas en Allemagne et en Europe avec la « Young Academy of Europe »).
- Après une réunion de deux jours précédant l'Assemblée générale et consacrés au rôle des conseillers scientifiques auprès des responsables politiques il a été décidé que des réseaux de tels conseillers se mettent en place pour débattre régulièrement des difficultés rencontrées pour aider à résoudre les crises et apporter des solutions pérennes aux challenges actuels. Les politiques en général ont été très contents de cette réunion, une première pour eux, et en ont félicité l'ICSU de cette initiative.
- Le Bureau Exécutif a reçu la mission de promouvoir l'Éthique, la responsabilité scientifique, la liberté scientifique et l'autonomie des Universités, notamment avec l'InterAcademy Partnership.

Publications scientifiques

Les objectifs sont de :

- Satisfaire les besoins des scientifiques des pays développés et en développement quant à la qualité et la disponibilité. « Open access » est la règle à appliquer, mais il reste à savoir qui paiera....
- Se méfier des indices actuels comme facteur d'impact qui affectent le comportement des scientifiques, par exemple le choix des journaux ce qui contribue à maintenir des prix excessifs. Les « metrics » ne doivent être utilisés que comme aide et non comme substituts pour évaluer les performances des chercheurs ou des groupes de recherche.
- Exiger des auteurs des références explicites sur les données utilisés dans leurs publications et s'assurer que les données sont disponibles.(suivant les principes formulés par l'OCDE).
- Limiter les périodes d'embargo au minimum

Programmes actuels de l'ICSU

Après 30 années de programmes internationaux consacrés au Changement Global un hommage a été rendu à l'excellent travail effectué dans ce cadre sans lequel une action comme celle du GIEC n'aurait pas pu exister. Ces programmes sont amenés à se fondre dans une plateforme, intégrant et élargissant les programmes précédents avec l'objectif plus ambitieux de répondre aux besoins actuels du développement durable de la société. Ce programme « **Future Earth** » est soutenu par ICSU, ISSC, IGFA, le Belmont Forum, UNESCO, UNEP, UNU, et l'OMN. Il concerne les sciences naturelles, les sciences sociales et les différents partenaires de la société dans une actions commune. La France héberge un des éléments du secrétariat partagé de Future Earth (les autres sont au Canada, aux Etats Unis, en Suède et au Japon)

S'ajoutent à Future Earth deux programmes complémentaires, l'un concernant la santé et l'autre les risques naturels :

Santé et bien être dans l'environnement urbain (dans ce cadre Gérard Salem a organisé la réunion : *Dynamiques Urbaines et enjeux Sanitaires* en Septembre 2013 en France.)

Réduction des désastres et des risques naturels

Ceci doit être soutenu par les programmes nationaux et par les activités inter-unions.

IPBES

L'ICSU s'est beaucoup investi dans la mise en place de cette structure destinée à faire le point des connaissances sur la biodiversité et les écosystèmes IPBES, et qui doit fonctionner avec un mécanisme voisin du GIEC. Son secrétariat est actuellement assuré par une Française, Anne Larigauderie.

Participation de l'ICSU aux grands débats Internationaux : Rio +20 et SDG

La conférence de Rio+20 en Juin 2012 a permis de faire reconnaître la nécessité de la Science dans le processus intergouvernemental. La définition des Objectifs du développement durable (SDG *Sustainable Development Goals*) a fait l'objet d'un certain nombre de propositions qui doivent être approuvées par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2015. Un des premiers résultats sera de reconnaître l'initiative sur les risques pour organiser une conférence mondiale sur la réduction des risques à Sendai en 2015 et aboutir à un accord à l'échelle inter-gouvernementale.

Une nouvelle Coalition s'est créée dans ce cadre entre ICSU et le secteur de l'assurance

CODATA

La situation de CODATA a fait l'objet de discussion du fait de sa faible visibilité et de son manque de reconnaissance. CODATA a besoin d'être réformée, de rajeunir ses cadres et de s'assurer un financement suffisant. Ceci se fera en assurant une bonne relation avec WDS (World Data System) mais CODATA ne peut en aucun cas opérer une fusion avec WDS, les structures des deux organismes étant de différente nature, comme l'a expliqué Jean-Bernard Minster, Directeur de WDS. Donc une revue de CODATA dont le besoin reste important dans le contexte actuel, permettra d'y voir plus clair prochainement.

World Data System -WDS

Son rôle consiste à acquérir, stocker, conserver, éventuellement redécouvrir, agréger, analyser les données scientifiques de façon à aider la recherche scientifique disciplinaire et multi disciplinaire et de permettre un libre accès à tous.

Dans le cadre de Future Earth, WDS doit étendre son champ d'action aux Sciences Sociales.

Bureaux Régionaux

La revue critique de chacun de ces bureaux a été faite. Il est clairement apparu que leur rôle devient de plus en plus important, et qu'ils commencent à être efficaces.

Finances

Le financement de l'ICSU se doit d'être assuré à plus long terme. Actuellement il est indispensable de soutenir le démarrage des composantes de Future Earth, mais ceci restera vrai au delà de cette phase. La solution dépend de la visibilité de l'ICSU qui est aujourd'hui insuffisante par rapport à son rôle réel.

La recherche de fonds devrait être aidée par la reconnaissance de l'ICSU comme « Association scientifique d'Intérêt public » obtenue récemment. Le Trésorier et le Président du Comité des Finances devraient faire partie du comité de recherche de fonds.

Un des problèmes critiques posés à la France est la prolongation de la dotation de 500 000 Euros/an accordée en 2007 pour 10 Ans. La nouvelle trésorière, Barbara Erazmus, se retrouve chargée de ce délicat problème !

En ce qui concerne les cotisations, il a été décidé par vote de procéder progressivement sur 3 ans à la mise en place des nouvelles cotisations décidées sur la base des PNB pour permettre aux prévisions budgétaires des pays de s'adapter. Ceci n'est évidemment pas favorable pour la France dont la cotisation doit baisser.

Gouvernance

Il a été conseillé au Bureau Exécutif (*Executive Board*, dont il a été d'ailleurs proposé de le nommer *Governing Board*). de travailler de façon plus rapprochée avec les 3 comités existants: le CSPR (*Committee on Scientific Planning and Review*), le **CF** (*Committee on Finance*) et le **CFRS** (*Committee on Freedom and Responsibility in the conduct of Science*).

Résultats des élections

Deux Françaises ont été élues lors de l'Assemblée Générale : Barbara Erazmus en tant que Trésorière et Nicole Moreau en tant que membre du Bureau exécutif.

Décision concernant la prochaine Assemblée générale en 2017

Deux propositions avaient été faites : Montréal et Taipei. Le vote a désigné **Taipei**. Le choix a été clairement influencé par la difficulté d'obtention de visas pour l'Amérique du Nord.

Recommandations à faire à l'Académie des Sciences

Je ferai 3 recommandations à la suite de cette Assemblée Générale:

- Favoriser le rapprochement entre les structures de l'ICSU et les **autres Académies** (IAP, IAC...) dans le cadre Français.
- Introduire un petit nombre de **jeunes chercheurs** pour des courtes périodes dans les travaux des comités de l'Académie et faire élire des jeunes chercheurs de haut niveau

dans les Académies existantes pour jeunes scientifiques, notamment la « Young Academy of Europe » .

- Recommander la désignation **d'un Conseiller scientifique auprès du premier Ministre**, comme cela existe dans beaucoup de pays équivalent au nôtre, et auprès duquel la communauté scientifique trouverait un interlocuteur unique pour transmettre ses messages. J'ajouterai le conseil de mieux utiliser la Conseillère scientifique auprès du Président de la Commission Européenne, actuellement Anne Glover, si son poste est maintenu sous la nouvelle Présidence.